

Laïcité: des élus de gauche dénoncent "un climat intolérable"

Paris, 29 oct. 2019 (AFP) -

Des élus de gauche ont dénoncé mardi un "climat intolérable" autour de la question de la laïcité, en demandant le "retrait" de la proposition de loi LR visant à interdire le port du voile aux accompagnatrices scolaires.

Lors d'une conférence de presse au Sénat, six élus, rassemblés à l'initiative de la sénatrice Génération Sophie Taillé-Polian, ont appelé au "retrait" du texte, "un non-sens absolu d'un point de vue juridique", selon la sénatrice PS Sylvie Robert, qui "ne fait honneur ni à la laïcité ni à la France", selon Esther Benbassa, sénatrice EELV.

Le Sénat a entamé mardi l'examen de cette proposition de loi visant à interdire le port de signes religieux aux parents accompagnant des sorties scolaires, jugée "contre-productive" par le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer.

"Il faut que s'arrête la surenchère sur la laïcité" et "la cacophonie du gouvernement sur les accompagnatrices scolaires", a affirmé Mme Taillé-Polian, en lançant "un appel au gouvernement pour qu'il s'occupe des vraies préoccupations des Français (justice sociale, accès aux services publics...).

Il y a "un discours de haine autour de la question du voile", a également regretté l'élue Génération, tandis que sa collègue du PS dénonçait le "climat de stigmatisation" et d'"hystérisation" envers les musulmans, et les discours de ceux qui "ajoutent la haine à la haine".

"Ca suffit! Ca fait trente ans que dure ce délire autour du voile", a fait écho Clémentine Autain, députée LFI. "Le débat public est en train de partir +en sucette+. La droite court après l'extrême droite en instrumentalisant deux questions: celle de la laïcité, alors qu'il serait dangereux de toucher à la loi de 1905, et celle de l'émancipation des femmes".

La sénatrice PCF Laurence Cohen a regretté pour sa part qu'"on dénonce l'intégrisme quand il est musulman mais l'intégrisme est partout", tandis que le sénateur Ronan Dantec (EELV) se demandait "comment la gauche humaniste (pouvait) reprendre l'initiative intellectuelle".

Tous ont promis de passer à "l'offensive". Une "mobilisation citoyenne et associative" est en préparation pour le 10 novembre.

njk/jmt/nm

Afp le 29 oct. 19 à 17 55.